

**PLAN «DELPHINE»**

# 27 000 gendarmes et 7 hélicoptères pour sécuriser le littoral

**Dans un communiqué rendu public hier, le Commandement de la Gendarmerie nationale (CN/GN) fait état du déploiement de 27 000 gendarmes pour sécuriser davantage le littoral algérien qui sera la destination de millions d'Algériens durant l'été. «La Gendarmerie nationale participe, comme à chaque année, à la sécurisation exceptionnelle des biens et des personnes durant la saison estivale qui est un rendez-vous touristique, économique et culturel.**

Les wilayas du littoral sont les destinations d'un grand nombre d'estivants venant de divers régions du pays et de l'étranger», lit-on dans la présentation de ce plan de sécurité. En effet, chaque année, la GN met en place ce plan Delphine. Pour cette année, il est question de la mobilisation de 27 000 gendarmes pour sécuriser 331 plages autorisées à la baignade. Ce qui représente 82% des plages. Le reste des plages est situé en milieu urbain, donc à la charge de la Police nationale. En plus des plages, la GN se charge également de la sécurité des lieux où les foules sont nombreuses en été comme les endroits où sont organisées les activités socioculturelles et les grands axes routiers, particulièrement ceux menant vers ces plages. Donc, en plus de la présence des unités territoriales habituelles, comme les brigades, des renforts seront acheminés vers les wilayas côtières ou des zones touristiques. Ces renforts seront dotés de 2 000 véhicules supplémentaires et de 2 500 motos. Pour sécuriser davantage d'espaces de repos et de loisir, le Commandement de la GN préconise l'installation d'unités fixes et d'autres mobiles. Par ailleurs, 7 hélicoptères seront mis en service pour renforcer la surveillance des plages et les axes routiers. Malheureusement, le communiqué ne précise pas la nature de collaboration avec les autorités civiles par-

ticulièrement concernant le droit des citoyens à utiliser gratuitement les espaces publics (plages et aires de stationnement). En effet, on a remarqué par le passé que face aux racketteurs, qui utilisent souvent la violence pour faire payer les baigneurs, les services de sécurité (gendarmerie et police) et les autorités civiles se renvoient la balle. Les premiers accusent les seconds de ne pas avoir établi les règles d'utilisation de ces espaces, les seconds accusent les agents de



La Gendarmerie nationale participe à la sécurisation exceptionnelle des biens et des personnes durant la saison estivale.

l'ordre de ne pas vouloir agir. C'est toujours le citoyen qui se voit empêché d'exercer sa liberté sur un espace public.

Dans le communiqué, la GN ne manque pas de rappeler aux estivants de contacter le 1055 (accident, agression ou demande d'infor-

mations) ou le site «tarikidz» pour s'informer sur le réseau routier au niveau national.

Abachi L.

## **LES STATISTIQUES DU PREMIER SEMESTRE 2017 DE LA GENDARMERIE NATIONALE L'INDIQUENT**

# Il y a moins de morts sur les routes

**Enfin une statistique nationale optimiste. Il y a, en effet, moins de morts sur les routes du pays notamment celles situées en dehors des zones urbaines. Selon le premier bilan que nous ont transmis les services de communication du Commandement de la Gendarmerie nationale (CN/GN), il y a moins de 208 morts dans des accidents de circulation comparativement au bilan du premier semestre de 2016.**

Toujours selon ce même bilan, durant le premier semestre 2016, les divers services territoriaux de la GN ont recensé 7 000 accidents ayant entraîné des dommages corporels (décès ou bles-

sures). En 2017, ce sinistre bilan est revu à la baisse de 1.903 accidents (-27,19%). En 2016, les victimes décédées sur les routes en zones rurales étaient au nombre de 1 559. Il y a fort heureusement moins de décès en 2017 (1 351, -13,24%). Idem pour les blessés où on a vu le nombre diminuer de 3.431 cas (-28,28%). En 2016, les gendarmes ont compté 12.132 blessés à divers degrés. A la lecture des causes des accidents routiers, l'on ne peut s'empêcher de se poser la question sur cette diminution : les automobilistes algériens – qui traînent une mauvaise réputation – se sont-ils quelque peu assagis ou c'est la répression qui commence à porter ses fruits pour épargner des vies humaines ? Regardons. Durant le premier semestre 2016, 6 023 accidents (86,04%) ont été la conséquence du facteur humain. Pour la même période de 2017, seuls 4.350 sinistres sont impu-

tables aux automobilistes. Il y a donc une diminution de 37,86% par rapport à l'année passée. Dans le même sillage – responsabilité directe des automobilistes-, en 2016 l'excès de vitesse (2.673 accidents), dépassements dangereux (876 acc), non-respect de la distance de sécurité entre 2 véhicules (457 acc), conduite dangereuse (475 acc), non-respect de la signalisation (373 acc) et les changements brusques de direction (300 acc) constituent 73,91% des causes des calamités. Durant les 6 premiers mois de la présente année, ces facteurs – puisés dans l'agressivité des conducteurs- ne représentent que 53,68% des accidents enregistrés pour la même période de 2016. En tout état de cause, c'est heureux, il y a moins d'agressivité sur les routes en zones rurales donc moins d'accidents et moins de pertes humaines.

Abachi L.

## **CHU DE TIZI-OUZOU**

# Les cancers professionnels et leur prise en charge médico-légale en débat

**Les cancers d'origine professionnelle est le thème de la première journée régionale de médecine du travail abritée, mardi dernier, par le CHU de Tizi-Ouzou. La typologie des maladies cancéreuses, dont la genèse est due à l'exposition à certains agents chimiques ou physiques en milieu professionnel, a été au centre des interrogations des spécialistes qui ont aussi débattu de la problématique de la prise en charge médico-légale de ces pathologies dont la reconnaissance comme maladie professionnelle donnant droit à réparation du préjudice subi.**

A l'échelle mondiale, 19% de tous les cancers peuvent être attribués à l'environnement, y compris au milieu professionnel, et sont à l'origine de 1,3 million de décès chaque année. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) de l'OMS a répertorié 107 agents, mélanges de substances et situations d'exposition, comme étant cancérogènes pour l'homme. Parmi ceux-ci, figurent toutes les formes d'amiante et un certain nombre d'agents présents dans l'environnement tels que le benzène, l'arsenic présent dans l'eau, le cadmium, l'oxyde d'éthylène, le benzo[a]-pyrène, la silice, les rayon-

nements ionisants y compris le radon, les rayonnements ultraviolets – notamment émis par les appareils de bronzage – ainsi que les agents émis par la production d'aluminium et de coke, la fonte d'acier et de fer, ou l'industrie de fabrication du caoutchouc. L'industrie du bois, la chimie et la plasturgie, les BTP et les carrières, les activités de maintenance, de métallurgie, de nettoyage, de dépannage et de désinfection en milieu hospitalier et dans l'agroalimentaire, le travail dans les laboratoires de recherches ou dans les laboratoires d'anatomopathologies sont les secteurs où le risque de cancer professionnel est le plus

répandu. Le poumon et les voies respiratoires, l'estomac, le pancréas, la peau et la vessie sont parmi les organes les plus touchés par les cancers professionnels.

Un cancer est dit «professionnel», lorsqu'il est la conséquence de l'exposition d'un travailleur à un facteur cancérogène sur son lieu de travail. Ces cancers apparaissent généralement 10 à 50 ans après cette exposition.

Au moment du diagnostic, les patients atteints sont en retraite et ne font pas le lien (maladie et une ancienne activité professionnelle), estiment D' Habarek et ses collaborateurs du service de chirurgie générale du CHU de Tizi-Ouzou. «De plus, d'un point de vue médical, ajoutent-ils, rien ne permet de les différencier de cancers qui auraient une autre origine que l'exposition à un facteur de risque professionnel: quelle que soit la nature du ou des facteurs qui ont déclenché un cancer.

Il se manifeste et se développe

de la même façon.» De cette difficulté à déterminer avec exactitude les causes professionnelles de ces cancers qui surgissent après une longue période de latence découle une ambiguïté de nature médico-légale. Un aspect de la problématique abordé par D' A. Mezdad de l'équipe du service de médecine du travail du CHU de Tizi Ouzou, posant ainsi le problème lié à la reconnaissance par des médecins et les organismes de sécurité sociale de ces cancers comme maladie professionnelle donnant droit à réparation du préjudice subi.

«Selon les statistiques de la DSP de Tizi-Ouzou, en 2015, on n'a enregistré aucune déclaration de cancer en maladies professionnelles», déplore D' Mezdad et son équipe qui s'interrogent : «Pourquoi n'y a-t-il pas de déclaration des cancers en maladies professionnelles à Tizi-Ouzou ? S'agit-il d'une méconnaissance des cancérogènes professionnels par les médecins traitants ? Ou d'une perte de vue des

cas de cancer professionnel ?» Dans le même ordre d'idées, ils reconnaissent qu' «établir une relation directe de cause à effet entre le cancer d'un travailleur et son activité professionnelle s'avère difficile. C'est pourquoi la reconnaissance du caractère professionnel d'un cancer résulte soit :

- d'une présomption de l'origine professionnelle lorsque le malade remplit toutes les conditions inscrites à l'un des tableaux ; de la reconnaissance d'un lien existant entre l'activité professionnelle du travailleur et son cancer». «Le taux de cancers d'origine professionnelle enregistré dans notre consultation est non négligeable.

Même si cette étude a connu beaucoup de limites, néanmoins elle a permis de poser un premier diagnostic de situation sur les cancers professionnels au CHU de Tizi-Ouzou et d'améliorer la connaissance sur ces pathologies», lit-on en conclusion de l'étude.

S. A. M.